L'hon. M. ROBB: Non; aux termes de la résolution de l'an dernier, la réduction de 10 p. 100 n'était pas applicable au thé d'une certaine valeur importé au Canada. L'année dernière, mon honorable ami s'en souvient, nous avons autorisé une réduction de 10 p. 100 sur la marchandise entrant au Canada par les ports canadiens. Par suite du tarif applicable en Angleterre, les Canadiens se sont trouvés incapables de bénéficier de cette réduction. La présente résolution a pour objet de tirer la chose au clair et de rendre la réduction effective.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Le ministre ne me paraît pas très bien renseigné là-dessus. La résolution porte uniquement sur le thé importé d'Angleterre au Canada. D'ordinaire, la valeur imposable est déterminée par ce que vaut le thé en Grande-Bretagne. Le changement dont il s'agit n'a aucun rapport avec le droit de tant pour cent; pour les objets de la douane canadienne, le droit dont le thé est frappé en Angleterre se trouvera déduit de la valeur de cet article. C'est ce qui ressort de la résolution déposée par le ministre. Je tiens à savoir au juste quel sera l'effet de ce changement par rapport à une livre de thé.

L'hon. M. ROBB: Cela dépendra du prix du thé. Mon honorable ami doit se rendre compte qu'aux termes de la résolution de l'an dernier le thé d'une certaine qualité importé au Canada ne bénéficierait pas de cette réduction de 10 p. 100; or, nous voulons qu'il soit clairement décrété que cette réduction sera applicable aux thé entrant au Canada par des ports canadiens.

Le très hon. M. MEIGHEN: Pour que l'idée que le ministre se fait de la résolution soit bonne, il faut que la mienne soit complètement fautive. En déterminant la valeur du thé que le Canada importe de la Grande-Bretagne, n'a-t-on pas, jusqu'à présent, fait entrer en ligne de compte non seulement le prix d'importation de cet article en Angleterre, mais aussi le droit fort élevé qui s'ajoute à ce prix, c'est-à-dire le droit anglais? Quand la présente résolution aura été adoptée, le prix d'importation au Canada ne sera pas autre que le prix d'importation en Grande-Bretagne, à l'exclusion du droit anglais. Dans ce cas, il n'y a qu'à établir un pour cent pour se rendre compte de ce que sera la perte de revenu. Si le ministre sait quel a été le revenu de l'an dernier, il lui est possible, en supposant qu'il doive s'importer encore autant de thé cette année, de dire ce que le pays perdra de recette.

L'hon. M. ROBB: Je n'ai pas ce renseignement sous les yeux.

[L'hon. sir Henry Drayton.]

L'hon. M. CRERAR: De quel droit le thé importé est-il frappé en Angleterre?

M. McMASTER: Il a été notablement réduit par le dernier budget britannique.

M. LEWIS: Cette résolution ne signifie-t-elle pas que les Canadiens seront obligés de payer un double droit, celui des Anglais et le nôtre?

L'hon. M. ROBB: Non. Le droit sur le thé importé en Grande-Bretagne, je dirai, a été réduit de 8 pence à 4 pence la livre.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Le droit est-il spécifique ou *ad valorem*?

L'hon. M. ROBB: C'est un droit fixe.

Le très hon. M. MEIGHEN: Notre perte consistera dans notre droit appliqué à ces 4 pence?

L'hon. M. ROBB: Oui; le droit britannique est de 4 pence maintenant.

Le très hon. M. MEIGHEN: Et notre perte de revenu sera représentée par le droit actuel tel qu'il est appliqué à ces 4 pence sur l'ensemble des importations. Il sera facile de calculer la perte. Je suis étonné que les partisans d'un tarif de revenu se réjouissent de cela.

M. JACOBS: Le peuple sera encouragé à boire plus de thé.

L'hon. M. ROBB: Ce droit favorisera l'importation du thé de la Grande-Bretagne. Naturellement, nous pourrions le faire venir directement des Indes.

L'hon. M. CRERAR: Quel est le droit actuel sur le thé importé d'Angleterre?

L'hon. M. ROBB: Il est de 7 cents, conformément à la préférence britannique.

L'hon. M. STEVENS: Quelques-uns des grands importateurs de thé ont signé des contrats pour l'importation de grosses quantités de thé de maisons anglaises. Si je comprends bien l'amendement, la facture de ces importations ne comprendra pas le prix du droit britannique.

Le très hon. M. MEIGHEN: La résolution ne devrait pas être adoptée avant que nous sachions ce que nous perdrons en revenus. Le ministre n'espère évidemment pas devenir ministre des Finances dans un an puisqu'il ne semble pas se préoccuper de ce qui nous attend.

L'hon. M. ROBB: Je me procurerai le renseignement pour mon honorable ami.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Y a-t-il un grand nombre d'importateurs canadiens de